

de l'Allemagne, la protection des chrétiens en Orient, ne pouvait la laisser indifférente. Ce protectorat implique, en effet, le droit de s'immiscer dans tous les conflits que peuvent soulever, depuis le Caucase et l'Asie-Mineure jusqu'en Chine, les différences de races et de religions des peuples soumis à l'influence moscovite. Nos alliés ont donc un intérêt direct à ce que la France n'abandonne pas ses privilèges séculaires au profit d'une autre nation. Je ne doute pas, pour ma part, qu'à côté des raisons impérieuses qui ont motivé l'envoi du général Pendezec à Saint-Petersbourg, cette question n'ait été envisagée. Notre gouvernement a éprouvé le besoin de pallier en même temps les effets de sa double politique : antimilitaire et antireligieuse.

L'ITALIE INTERVIENT

Ce qu'il y a de curieux, c'est que les conséquences désastreuses de cette politique, au point de vue extérieur, ont été signalées à M. Waldeck-Rousseau de la façon la plus inattendue. La rupture imminente entre le gouvernement français et le Vatican a mis le cabinet italien, qui n'ignore pas le but poursuivi par le baron de Rotenhan, dans un cruel embarras. On s'inquiète à juste titre, au Quirinal, des engagements que pourrait prendre l'Allemagne vis-à-vis de Léon XIII. Les paroles du duc de Norfolk sont restées dans toutes les mémoires et le rapprochement significatif entre l'Allemagne et l'Angleterre semble indiquer qu'une nouvelle *triplice*, dont l'Italie serait exclue, pourrait à l'occasion se réaliser.

Quoi qu'il en soit, c'est du gouvernement italien, par l'intermédiaire de notre ambassadeur, M. Barrère, qui n'est pas suspect de cléricisme, que sont venues les observations les plus pressantes au sujet des résultats que pourrait donner le vote de la loi contre les Congrégations. N'est-ce pas piquant ? L'Italie antipapale, l'Italie laïque nous recommandant, nous suppliant de ménager le Saint-Siège, de mettre une sourdine à notre guerre contre la religion ? Rien de plus naturel cependant, lorsqu'on y réfléchit. Avec la France, les Italiens savent bien qu'aucune tentative de restauration du pape dans sa puissance temporelle n'est à craindre. Avec l'Allemagne, c'est une autre affaire, surtout si l'Angleterre lui accorde par avance son approbation.

Les inquiétudes de l'Italie sont si réelles, si vives, qu'elle éprouve le besoin de se rapprocher de la France et qu'elle